

*Les subsides*

Ce qui suit est de la plus haute importance, monsieur le Président:

Au cours des 10 dernières années, le taux de chômage dans les industries forestières a subi une augmentation radicale, passant de 19.4 p. 100 à 36.4 p. 100. Celui qui est associé à l'exploitation forestière même est passé de 21.3 p. 100 à 41.5 p. 100, par rapport à un taux national moyen de 10.4 p. 100.

J'ai feuilleté le reste du Budget des dépenses pour voir si la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M<sup>lle</sup> MacDonald) ou les ministres chargés des Finances ou encore le Conseil du Trésor s'étaient donné la peine de prendre connaissance de ces statistiques extrêmement importantes fournies par le ministre d'État chargé des Forêts. Aucun nouveau programme n'a été établi pour venir en aide aux travailleurs forestiers qui ont été mis à pied ou aux ouvriers de scierie en transition. Aucun crédit n'est prévu pour contrecarrer les terribles statistiques que le ministre a citées officiellement au sujet de la superficie croissante des terres insuffisamment repourvues.

**M. Benjamin:** C'est un peu comme le ministère de la Jeu- nesse: inexistant.

**M. Fulton:** Il y a quelques autres statistiques que nous devrions examiner. Le cinquième des terres forestières du Canada se trouve en Colombie-Britannique, mais le huitième des terres forestières productives du Canada est maintenant constitué de terres insuffisamment repourvues. Rien n'y pousse que quelques espèces de mauvaises herbes parce qu'il n'y reste que des pierres ou que le sol est érodé, ou pour toute autre raison. Une superficie à peu près équivalente à celle des terres forestières productives de la Colombie-Britannique est maintenant faites de terres insuffisamment repourvues. C'est ce que révèle un rapport du Conseil des sciences du Canada.

La Suède, la Finlande et la Norvège, qui ont le quart des terres forestières productives dont bénéficie le Canada, produisent la même quantité de bois d'œuvre. Nous devons commencer à nous demander ce qui se passe. Nous importons maintenant nos poteaux de téléphone de Finlande et nos traverses de chemin de fer de Malaysia. Il y a trois millions d'hectares de terres insuffisamment repourvues en Colombie-Britannique et cette superficie s'accroît au rythme de 50,000 hectares par année. Non seulement cela, mais permettez-moi de signaler tant à la Chambre qu'au Congrès américain un des problèmes qui assaillent la plus vaste région productrice de bois d'œuvre du Canada, à savoir la Colombie-Britannique, ou 20,000 emplois permanents de travailleurs forestiers ont été perdus du fait que des barrages hydro-électriques ont amené l'inondation de terres forestières et du fait que d'autres terres forestières sont promises au même sort. D'ici à l'an 2000, nous allons perdre 30,000 autres emplois dans le secteur forestier à cause de nouvelles exportations sans précédent de grumes. Nous avons déjà perdu 31,000 emplois par suite de la destruction du tiers de nos terres forestières productives. Nous allons en perdre davantage, car d'autres terres forestières seront détruites parce que notre processus de reboisement est tellement médiocre.

Voyons un peu ce que dit un article intitulé: «La disparition des forêts canadiennes». Voyons comment le gouvernement fédéral s'est toujours comporté en ce qui a trait au plus grand secteur industriel du Canada. Je cite:

En 1983, l'exploitation forestière rapportait un excédent commercial de 11.7 milliards de dollars, soit deux fois plus que le secteur agricole et plus que les mines, les charbonnages et l'extraction du pétrole et du gaz naturel réunis.

Mais combien a-t-on réinvesti dans ce secteur? Moins de cinq cents pour chaque dollar. C'est vrai aux niveaux provincial et fédéral, monsieur le Président.

Dans un paragraphe intitulé «les déments», un bon terme parlementaire, on peut lire ce qui suit:

Selon le Conseil des Sciences du Canada, de 1979 à 1984, le gouvernement fédéral n'a consacré que 80 millions de dollars au reboisement au Canada, comparativement à 430 millions accordés pour l'aide au reboisement aux pays du Tiers-Monde. Selon Jack Walters, un professeur de foresterie à l'Université de Colombie-Britannique, c'est de la démente . . .

A l'heure actuelle, on trouve au Canada de 50 à 60 millions d'acres exploités qui n'ont pas été reboisés. Et ce chiffre ne fait qu'augmenter. En fait, chaque année la superficie occupée par les forêts canadiennes est réduite de près de 2.5 millions d'acres—soit une région équivalant à peu près à l'Île-du-Prince-Édouard.

Dans tout le Canada, nous faisons face à une crise de matières premières, qui prend des proportions incroyables.

Voyons dans quelle voie le gouvernement s'engage et comment nous devrions réagir à la menace qui se fait de plus en plus pressante aux États-Unis. Nous savons déjà que le premier ministre n'ira nulle part aujourd'hui à Washington. Ces entretiens n'apporteront rien de nouveau en ce qui concerne les pluies acides. En fait, si cet accord est signé, il ne profitera absolument pas à nos forêts, car il prévoit simplement d'autres travaux de recherche aux États-Unis. Cela nous coûte déjà plusieurs centaines de millions de dollars par an en ressources forestières perdues au Canada, sans compter les érables à sucre et autres choses du genre.

Depuis 1982, nous avons perdu 20,000 emplois dans cette industrie en Colombie-Britannique. Or, 20 p. 100 de tous les emplois dans cette province se trouvent dans les secteurs de la forêt et des services, 75 p. 100 directement dans l'exploitation forestière elle-même et 150,000 dans le secteur des services à l'industrie forestière. Les trois-quarts de l'argent versé aux travailleurs de l'industrie forestière et du secteur des services en Colombie-Britannique provient des exportations. Ce chiffre vaut également pour un certain nombre de régions de l'Ontario et du pays.

Penchons-nous sur la question américaine. A l'heure actuelle, nous détenons 34 p. 100 du marché américain de bois résineux. Cela équivaut à 60 p. 100 de la production de la Colombie-Britannique. C'est une question d'implantation sur le marché. Il suffit de discuter pendant assez longtemps avec Sam Gibbons, Max Baucus ou n'importe quel autre Américain, pour leur faire admettre, en définitive, que ce qui est en jeu, c'est l'implantation sur le marché. Il est vrai que notre part du marché a quelque peu augmenté ces dernières années. En 1979, elle s'élevait à 27.5 p. 100. Cependant, à la suite de la chute du dollar canadien, elle a augmenté en proportion, pour passer à 34 p. 100.

● (1140)

Nous devrions inciter nos amis américains à ne pas suivre la voie Smoot-Hawley, celle du protectionnisme. Il s'agit de mobiliser une force importante de Canadiens par le biais des missions commerciales établies un peu partout aux États-Unis où la question devient un enjeu électoral. Nous devons leur rappeler que la fabrication de produits exportés au Canada donne directement de l'emploi à deux millions d'Américains. Au cours des huit dernières années, les Américains ont fait passer leur part du marché des appareils ménagers de 45 p. 100 à 95 p. 100. Les Américains s'infiltrèrent sur les marchés